



Organisation des Nations Unies

COMPTE-RENDU DE L'ACTUALITE DES NATIONS UNIES EN RDC A LA DATE DU 16 SEPTEMBRE 2020

REPRESENTANTE SPECIALE :

La Représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies en République démocratique du Congo et Cheffe de la MONUSCO, Leila Zerrougui fait part de son émotion concernant l'effondrement de trois mines artisanales à Kamituga dans le Sud-Kivu. Elle présente ses condoléances aux familles des victimes. Elle note que ce type d'accidents arrive fréquemment et appelle à imposer des mesures de sécurité préventive pour protéger ceux qui travaillent dans ces mines. Sur place, la MONUSCO a rencontré les autorités de la ville, notamment le Maire de Kamituga, pour évoquer la situation.

La Représentante spéciale tient aussi à redire son soutien aux familles des victimes des groupes armés et des violences communautaires dans les provinces de l'Est de la République démocratique du Congo. Elle souligne que la MONUSCO continue de soutenir résolument l'armée congolaise, engagée dans des opérations complexes sur plusieurs fronts, en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu. Elle comprend la colère et la frustration qui s'expriment parfois au sein de la population mais souligne la nécessité pour les Congolais d'être unis dans l'action contre les groupes armés et les milices communautaires, et de continuer à travailler pour que les responsables des atrocités rendent les armes et soient jugés, et pour créer les mécanismes nécessaires à une résolution pacifique des différends et des conflits.

Madame Zerrougui s'est rendue hier à l'ouverture de la session parlementaire ici à Kinshasa. Elle a également rencontré dernièrement l'ancien Président Joseph Kabila, le Président du Sénat, Alexis Thambwe, ainsi que d'autres personnalités politiques congolaises, dans le cadre de ses bons offices. Et elle rencontre aujourd'hui à nouveau le Président Félix Tshisekedi.

ITURI :

Demain jeudi 17 septembre 2020, la MONUSCO va procéder à la remise officielle de l'extension du site des personnes déplacées de Kigonze, un quartier de Bunia. Suite aux récentes attaques de différents groupes armés à travers l'Ituri, plus de 10,000 personnes, dont de nombreux femmes et enfants, sont venues s'ajouter aux personnes qui vivaient déjà dans ce camp de déplacés. A la demande de certains partenaires humanitaires et des autorités, la MONUSCO a procédé, avec l'aide de son génie militaire népalais, à l'extension de ce site sur une surface de 7 hectares.

Parmi les travaux réalisés par les casques bleus népalais, notons la construction d'une nouvelle route intérieure de 250 mètres de long et 12 mètres de large sur le site, la réhabilitation d'une route d'accès de 600 mètres au site, la coupe et l'enlèvement d'arbres, de racines d'arbres et de végétation dans la zone du site, le nivellement et le compactage du terrain, l'excavation de 50 fosses septiques, l'excavation des tranchées de drainage et le cambrage de la zone pour évacuer les eaux de pluie.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Les Casques bleus bangladais remettront en outre demain des kits pour enfants à l'orphelinat de Mudzipela à Bunia, comprenant plusieurs articles de cuisine, de la literie, des produits de nettoyage, de blanchisserie et d'hygiène. Cet orphelinat héberge plus de 100 enfants (de 3 mois à 3 ans) orphelins suite à la crise de Djugu.

PROTECTION DE L'ENFANT :

Au cours du mois d'août 2020, la Section Protection de l'Enfant de la MONUSCO a documenté 141 violations graves commises à l'encontre des enfants dans le contexte du conflit armé en RDC, dont 122 cas de recrutement ; 4 enlèvements ; 10 meurtres ; 2 mutilations ; 2 cas de violence sexuelle et 1 attaque contre une école.

POLICE :

La Police des Nations Unies a participé le 11 septembre à Kinshasa à une rencontre organisée autour du projet pour le retrait des enfants de la rue, dénommé « ZERO Enfant Dans la Rue ». La MONUSCO va notamment apporter un appui technique à ce projet, par l'intermédiaire d'experts UNPOL ayant des expériences avérées dans ce domaine dans leurs divers pays. Il s'agira d'assurer la formation, la sensibilisation, ainsi que la mise en réseau des différents acteurs pour une prise en charge des enfants sortis de la rue. La MONUSCO aidera aussi à la mobilisation des partenaires prêts à financer des projets pour l'autonomisation des enfants de la rue.

La Police des Nations Unies a aussi poursuivi ses formations au bénéfice de la Police Nationale Congolaise : notamment des officiers de police judiciaire à Uvira et des vingt spécialistes de la Direction de la Police Technique et Scientifique à Kinshasa.

En outre, des dons d'équipement ont eu lieu récemment au bénéfice de l'Inspection générale et du Secrétariat Exécutif du Comité de Suivi de la Réforme de la PNC.

75eme ANNIVERSAIRE DES NATIONS UNIES :

La MONUSCO, les Agences, Fonds et Programmes des Nations Unies présents en RDC vont célébrer le vendredi 18 septembre 2020 à l'Université catholique du Congo (UCC) situé à Mont-Ngafula, un double évènement : la célébration de l'anniversaire des 75 ans des Nations Unies et de la Journée internationale de la paix, célébrée chaque année le 21 septembre.

Cette activité va se dérouler au cours de l'émission de Radio Okapi dénommée "Okapi Service", avec la participation d'environ 200 étudiants de niveau Master et Doctorat, qui seront disposés de manière à respecter les mesures de lutte contre la propagation de COVID-19. L'émission sera diffusée lundi 21 septembre 2020 sur les ondes de la Radio Okapi et également sur les médias sociaux de la MONUSCO.

Des orateurs appartenant à l'ONU, au monde académique et aux institutions, vont tour à tour développer deux sous-thèmes principaux liés à cette double célébration, notamment : **Quelle est la contribution de la RDC**

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

dans le système des Nations Unies ? Comment façonner la paix dans le contexte de COVID-19 et de résurgence des groupes armés dans l'est du pays ?

Il s'agira non seulement d'analyser l'action de l'ONU en RDC depuis l'accession de celle-ci à la souveraineté internationale, mais également de démontrer sa contribution à l'organisation mondiale ; et aussi de réfléchir sur les voies de pérennisation de la paix en RDC, malgré le contexte actuel de COVID-19 et de l'activisme des groupes armés dans l'est du pays, et ce, avec la participation active et la contribution des étudiants en phase terminale, dirigeants de demain.

SITUATION MILITAIRE

(Par le Lieutenant-colonel TABORE HAIDARA MOCTAR, porte-parole militaire de la MONUSCO)

Durant les dernières semaines, les activités majeures ont été marquées par la continuation des opérations dans les régions où les troupes onusiennes sont déployées en soutien des FARDC dans le but de garantir la protection des civils et empêcher les activités des groupes armés actifs. Elle accomplit cette mission à partir des bases opérationnelles, des détachements permanents ou temporaires déployés.

Dans les provinces de l'Ituri, la situation sécuritaire demeure préoccupante en raison des tensions communautaires existantes (Hema et Bira dans les territoires de Djugu et Irumu). Les groupes armés poursuivent leurs attaques contre les forces de défense et de sécurité et surtout contre les populations civiles dans les territoires de Djugu, Irumu et Mahagi.

Les attaques ont ciblé ces dernières semaines les axes routiers, les bases des forces de défense et de sécurité (FARDC notamment). Le principal incident a été l'incursion le 04 septembre d'assaillants basés à Djugu dans la ville de Bunia.

Pour faire face à cette recrudescence de violence contre les civils et les Forces de sécurité, la FORCE a intensifié ses patrouilles de jour comme de nuit pour protéger les populations et sécuriser les axes principaux particulièrement la N-27 entre Bunia et Mahagi. Elle a renforcé sa coopération avec les FARDC notamment en augmentant les patrouilles conjointes et en participant activement dans les différentes opérations telles « Opération pigeon blanc ».

Des actions sont également menées pour offrir et renforcer la protection des camps de déplacés internes par des patrouilles et la conduite d'exercices communs.

Toutefois, ces actions ne seront jamais suffisantes en termes de résultats sans le soutien et la coopération de la population civile à qui nous demandons de nous alerter pour pouvoir réagir à temps.

Dans le Nord-Kivu, le territoire de Beni est secoué par les incessantes activités des ADF (Allied Democratic Forces) qui, de plus en plus, se dispersent sur le territoire. Les semaines écoulées ont enregistré plusieurs attaques des ADF dans la région de Kainama (58 km au nord-est de Beni). Ils sont restés actifs également le long de la route Mbau-Kamango-Oicha (23 km au nord-est de Beni). Au total, plus d'une dizaine d'attaques attribuées aux ADF contre des civils et/ou FARDC ont été enregistrées. Une dizaine de civils ont été enlevés

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

ou tués, avec aussi des victimes du côté des FARDC. De ce fait, la Force d'intervention de la brigade (FIB) a renforcé ses actions de patrouilles robustes et proactives. Elle renforce les FARDC en cas de besoin dans le cadre de la protection de la population.

Dans les autres territoires du Nord-Kivu, des affrontements ont été signalés dans les localités de Mutongo, Kaseke et Maniema. Les factions NDC-R de Bwira et Guidon ont continué à se disputer les régions de Mutongo (17 km au sud-ouest de Masisi), Kaseke (20 km au sud-ouest de Pinga), Maniema (23 km au sud-ouest de Pinga) et Lwibo (29 km au nord-ouest de Masisi).

La Force poursuit ses patrouilles de domination de terrain et des activités d'engagement communautaire, visant à assurer une présence dissuasive.

Dans la province du Sud-Kivu, l'environnement sécuritaire reste fragile en raison de conflits fonciers récurrents dans l'est du territoire de Kalehe.

La région de Mikenge reste un des principaux foyers de violence dans les Hauts-Plateaux. Une présence de miliciens a été signalée à Kawizi - Kiliba - Runingu et demeure ainsi une préoccupation dans la plaine de Ruzizi.

Des affrontements ont été enregistrés entre les FARDC et les FNL (Force Nationale de Libération) et alliés Mayi-Mayi dans les régions d'Uvira et de Sange. Les Mayi-Mayi Yakutumba reprennent leurs attaques contre les positions des FARDC dans le territoire de Fizi après une brève accalmie.

Dans le Tanganyika, la situation sécuritaire est instable à Nyunzu et Bendera en raison de l'activité des groupes armés et des conflits intercommunautaires.

La Force de la MONUSCO a renforcé les patrouilles de longue durée pour dominer les zones d'insécurité. Elle multiplie les actions visant à soutenir les FARDC afin de les encourager dans leurs actions proactives. Elle coordonne les actions avec ces derniers pour améliorer la protection des civils. Elle poursuit également ses actions de communication afin de motiver les communautés à donner des informations préventives. Ces dernières semaines, les Casques bleus ont augmenté les actions conjointes avec les FARDC, notamment dans le territoire de Fizi, afin d'empêcher ou de stopper les activités des Mayi-Mayi.

Enfin, elle continue d'encourager et de faciliter les dialogues intercommunautaires afin de prévenir les tensions et violences interethniques.

Au titre de la coopération civilo-militaire, la Force de la MONUSCO, à travers ses différents contingents, continue de sensibiliser les populations concernant le COVID-19 ; des équipes médicales continuent de fournir des soins à titre gracieux et de porter assistance aux populations civiles. Les formations en renforcement de capacité des jeunes dans divers domaines tels que la mécanique, la couture et la maçonnerie, ainsi que la distribution d'eau potable aux populations, se poursuivent également. Des travaux de réhabilitation de tronçons de route avancent pour favoriser le déplacement des populations dans le cadre de leurs activités socio-économiques dans les provinces de l'Ituri, du Nord et du Sud-Kivu.

Signe encourageant : malgré les activités de certains groupes armés, durant cette semaine plusieurs éléments appartenant à divers groupes armés se sont rendus aux FARDC et à la MONUSCO à la suite de différentes

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

opérations. Près de 50 combattants Twa se sont rendus dans le territoire de Nyunzu à la suite des opérations des FARDC. Dans le territoire de Nyunzu, à Zongwe (126 km au nord de Nyunzu), près de 50 éléments des Mai-Mai Apa Na Pale se sont rendus.

Pour terminer, il est important de relever que la protection des civils reste la plus grande préoccupation de la Force/MONUSCO. Elle ne ménagera aucun effort pour atteindre cet objectif. Signalons que la Force est dans un processus de reconfiguration et de renforcement de ses capacités afin de produire plus de résultats également.

EQUIPE DE PAYS

COORDONNATEUR HUMANITAIRE :

Je suis Diego Zorrilla, le Coordonnateur humanitaire adjoint en RDC, et actuellement aussi Coordonnateur humanitaire par intérim. Merci beaucoup pour votre attention et pour l'intérêt que vous portez à la situation humanitaire en RDC. Et merci à Mathias de m'avoir invité ce matin. Je vais me référer à quelques situations en particulier, en relation avec l'actualité, et ensuite je répondrai avec plaisir à vos questions.

Ebola en Equateur : la semaine dernière, j'ai été, avec les Ambassadeurs des Etats Unis, du Royaume-Uni et du Canada et le Professeur Muyembe, en Equateur pour mieux connaître et appuyer l'actuelle réponse à la 11^{ème} épidémie de Ebola. L'épidémie, déclarée le 1 juin, s'est étendue rapidement à 12 zones de santé, mais actuellement le nombre de cas actifs est limité (seulement 18). Il y a une grande mobilisation d'acteurs humanitaires pour appuyer la réponse dirigée depuis la semaine dernière par le Professeur Muyembe.

Trois messages à ce sujet :

- Les partenaires humanitaires et les donateurs sont mobilisés pour répondre au plan multisectoriel, chiffré en \$40 millions. La visite des Ambassadeurs à Mbandaka a renforcé cela. Les appuis sont par rapport à la santé mais aussi la logistique et la communication. Ebola pourra être vaincu, la RDC a l'expérience, les vaccins, les traitements et l'appui nécessaire ;

- Nous devons tous faire notre part. Le Gouvernement s'est engagé à payer les prestataires de la réponse, ce qui est en cours pour juin et juillet mais qui doit continuer pour août et au-delà. En même temps, il faut éviter que ces paiements puissent devenir source de fraude ou corruption ;

- La 11^{ème} épidémie, quatrième affectant la province de Equateur, montre le caractère récurrent des épidémies en RDC (la 10^{ème} épidémie, à l'Est, n'a été vaincue que le 25 juin, et 2019 a connu une des pires épidémies de rougeole, le choléra est présent, et le COVID a eu, en RDC comme ailleurs, un énorme impact sur le bien-être de la population et l'économie). Ceci oblige à ce que les programmes de réponse considèrent comment à travers la réponse le système de santé peut être renforcé. Les principales causes de mortalité restent le paludisme et la malnutrition.

Sécurité alimentaire et conflits. Demain, 17 septembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies tiendra une session sur le thème de l'insécurité alimentaire et les conflits. Le thème est inscrit à l'agenda du Conseil par la

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Résolution 2417 (2018) du 24 mai 2018. Cette année, une des situations à examen sera celle de l'insécurité alimentaire en RDC, en plus des situations au Yémen, Syrie et Soudan du Sud.

Trois messages à ce sujet :

- La population de la RDC vit une des pires situations d'insécurité alimentaire au monde. Les chiffres provisoires du dernier IPC (une mesure menée par un consortium d'agences UN et ONGs) montrent que 21,8 millions de personnes sont en situation d'insécurité alimentaire aigüe (IPC 3 et IPC 4), desquels 5,7 millions en phase d'urgence. Près de 4 millions d'enfants en RDC souffrent de malnutrition aigüe, dont plus de 1 million de malnutrition sévère.

- Cette insécurité alimentaire est directement liée aux conflits – aux conflits fonciers, aux conflits communautaires mais aussi aux conflits armés. Les provinces les plus touchées par l'insécurité alimentaire sont le Nord Kivu, le Sud Kivu, l'Ituri, le Tanganyika et les Kasai.

- Cette situation est d'autant plus révoltante que la RDC est un des pays les plus fertiles au monde, qui pourrait subvenir sans difficultés aux besoins de sa population pour une alimentation nutritive et diversifiée. Les programmes de réponse en matière de sécurité alimentaire donnent de l'aide alimentaire d'urgence mais aussi appuient les populations avec le relèvement après qu'elles ont subi des chocs. Quand cela est possible, on travaille sur la résilience des communautés.

Les conflits armés en RDC et leur impact sur la situation humanitaire. Comme vous savez, je suis basé à Goma. Je suis frappé par le nombre de conflits qui non seulement sévissent depuis des années (comme au Nord-Kivu) mais aussi par les conflits qui regagnent de l'importance après des périodes d'accalmie (comme en Ituri et dans les Hauts Plateaux du Sud-Kivu) ainsi que par des conflits cycliques (comme au Tanganyika). Les provinces de l'Est peuvent être affectées par plusieurs conflits à la fois, chacun avec leur propre dynamique. Deux remarques à ce sujet :

- Les conflits sont la principale cause de déplacement des populations. La RDC est, après la Syrie, la deuxième crise du monde de déplacés, avec plus de 5,5 millions de personnes déplacées dans les derniers deux ans. C'est énorme. Rien qu'en Ituri, plus de 600 000 personnes se sont déplacées dans les premiers six mois de 2020. Les conflits génèrent aussi d'énormes besoins de protection des groupes les plus vulnérables ;

- Les agences humanitaires ont pour mission d'apporter de l'assistance aux personnes les plus vulnérables dans une crise humanitaire. Les besoins sont énormes et nos moyens limités, et donc nous devons prioriser. Nous cherchons à faire plus, pour cibler plus de personnes dans le besoin sur une plus longue durée tout en assurant leur protection. Mais aussi nous demandons à ce que des solutions durables à chacun des conflits soient trouvées et à ce que l'humanitaire laisse la place au développement.

La mobilisation de ressources et l'intégrité de l'aide humanitaire. La communauté humanitaire en RD Congo lance chaque année un Plan de Réponse Humanitaire. Le Plan de 2020 réunit quelque 277 organisations partenaires dont 181 ONG nationales (ONGN), 85 ONG internationales (ONGI) et 10 organisations du système des Nations Unies. Il a été révisé pour intégrer des besoins engendrés par la pandémie de COVID-19.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org – tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28



Organisation des Nations Unies

Les partenaires humanitaires recherchent 2,07 milliards de USD pour assister les personnes affectées les plus vulnérables, soit 9,2 millions de personnes. Aujourd'hui, la réponse humanitaire en RDC demeure sous-financée à 78 % (soit 1,6 milliard). 22,4 % des fonds ont été reçus (soit 463,2 millions USD), auxquels il faut ajouter les financements reçus par la communauté humanitaire hors de ce plan, 188,9 millions dollars, ce qui porte le financement à 652,1 millions de dollars pour la RDC.

Les humanitaires s'efforcent pour assurer que les opérations au profit des populations vulnérables soient le plus efficaces possible et obéissent aux plus hauts standards d'intégrité, avec une tolérance zéro pour les cas de fraude et de corruption. Trois remarques à ce sujet :

- En RDC, l'aide humanitaire dépend de la générosité des bailleurs de fonds. Je voudrais remercier en particulier les Etats Unis, le Royaume Uni, l'Union Européenne, l'Allemagne, la Suède, le Canada, la Belgique, les Pays Bas et la Suisse, ainsi que tous les autres pays donateurs. Leur soutien est essentiel pour sauver la vie chaque année de millions de congolais ;

- Les financements que nous demandons représentent un minimum. Nous avons fait un effort de focalisation de nos actions humanitaires. Sans les ressources nécessaires, la qualité des interventions baisse ce qui se traduit dans un pauvre accès des populations aux biens les plus essentiels et, parfois, en maladie et mort ;

- La communauté humanitaire est engagée à prendre des actions pour prévenir, détecter et punir les cas de fraude et de corruption qui pourraient se donner, comme dans toute activité humaine. Nous avons pris des mesures dans ce sens particulièrement pendant les deux dernières années, et c'est un agenda que nous allons poursuivre ces mois, en 2021 et au-delà.

Contacts :

MONUSCO : Florence Marchal, Porte-parole : marchalf@un.org - tél. +243 81 890 44 89 ; mobile : +243 997 06 99 20

Lieutenant-colonel Tabore Haidara Moctar, porte-parole militaire : monusco-hq-mpiochief@un.org - tél. +243 81 890 31 78, mobile : +243 81 890 71 60

Adèle Lukoki, Relations Médias : lukokiikola@un.org - tél. +243 81 890 48 08 ; mobile : +243 81 89 0 77

Equipe de Pays des Nations Unies : Mathias Gillmann, Coordonnateur du Groupe de Communication des Nations Unies : gillmann@un.org; tél +243 81 890 71 28